

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/GEN/810

2 novembre 2007

(07-4768)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

ATELIER CONSULTATIF: INVESTISSEMENTS DANS DES LABORATOIRES S'OCCUPANT DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET DE LA PROTECTION ZOOSANITAIRE ET PHYTOSANITAIRE

Communication présentée par la Banque mondiale

La communication ci-après, reçue le 1^{er} novembre 2007, est distribuée à la demande de la Banque mondiale.

Les renseignements ci-joints concernant un atelier consultatif du FANDC sur les investissements dans des laboratoires s'occupant de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et de la protection zoosanitaire et phytosanitaire, qui se tiendra au siège de l'OMC à Genève les 15 et 16 novembre 2007, sont distribués pour l'information des Membres de l'OMC.

Les Membres et observateurs intéressés sont invités à assister à l'atelier. La participation est gratuite et aucun enregistrement préalable n'est requis.

Pour des renseignements additionnels, prière de prendre contact avec John Lamb (jlamb@worldbank.org) ou Xin Qin (xqin@worldbank.org) à la Banque mondiale, ou Michael Roberts à l'OMC (Michael.Roberts@wto.org).



**FONDS POUR L'APPLICATION DES NORMES ET
LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE**



**Annnonce concernant un atelier consultatif:
Investissements dans des laboratoires s'occupant de la sécurité
sanitaire des produits alimentaires et de la protection
zoosanitaire et phytosanitaire**

Date: 15 et 16 novembre 2007

Lieu: OMC, Genève



**ONU
DI**

Contexte

Dans les efforts qu'ils déploient pour développer le commerce des produits agroalimentaires tout en favorisant l'économie nationale, en évitant de porter préjudice aux citoyens et en préservant l'environnement, les pays en développement se heurtent à de graves difficultés en ce qui concerne la vérification de la sécurité sanitaire des produits alimentaires ainsi que la préservation des végétaux et la protection de la santé des animaux.

Premièrement, avec l'adoption de l'Accord SPS de l'OMC, les besoins en matière de transparence et de gestion des risques fondée sur des principes scientifiques ont considérablement augmenté.

Deuxièmement, la complexité des réglementations s'est accrue avec la multiplication des accords commerciaux bilatéraux et régionaux, ainsi qu'avec la croissance des échanges régionaux et du commerce intérieur.

Troisièmement, l'apparition de normes privées ainsi que d'auditeurs et de certificateurs privés a soulevé des questions sur le rôle des pouvoirs publics dans les services d'analyse.

Quatrièmement, l'apparition de zoonoses telles que l'ESB et celle qui est due au virus HPAI (H5N1) ainsi qu'une série de crises alimentaires de grande ampleur dans le monde entier ont attiré une attention quasi générale sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

Enfin, les progrès incessants des sciences et des technologies ont permis de détecter des concentrations de plus en plus faibles de substances potentiellement nuisibles, tout en renforçant cependant la valeur unitaire des équipements de pointe.

Que les normes présentant un intérêt soient publiques ou privées, obligatoires ou facultatives, un défi majeur pour tous ceux qui participent à la production, à la transformation et à la commercialisation des produits agroalimentaires réside dans la preuve de la conformité. Celle-ci implique une approche systématique en matière d'évaluation de la conformité. Une telle approche doit viser des tâches et des activités qui vont de la normalisation, des contrôles et des systèmes de gestion de la qualité jusqu'à la surveillance, l'inspection, la détection, l'identification et le traitement. Pour que soient crédibles les résultats des essais analytiques et les mesures d'atténuation qui s'ensuivent, il est indispensable de disposer d'un solide réseau de laboratoires nationaux ou étrangers.

Leurs services d'analyse doivent être certifiés *a priori* et vérifiables après les faits. L'accréditation des organisations et moyens est parfois nécessaire ou souhaitable. Pourtant, les pays en développement ont souvent, en matière de laboratoires et de diagnostics, des capacités insuffisantes pour traiter les trois principaux domaines SPS, et encore moins pour prétendre à une certification ou une accréditation.

Nombre de pays en développement investissent davantage dans le renforcement des capacités en matière de laboratoires, et les donateurs sont souvent sollicités en vue d'un soutien financier et technique. Si d'autres investissements sont sans doute nécessaires, les intérêts institutionnels traditionnels peuvent amener les gouvernements nationaux, les donateurs ou le secteur privé à faire des investissements qui sont onéreux, qui se chevauchent ou qui sont incomplets, et qui peuvent entraîner un gaspillage de précieuses ressources. La compétition au niveau du personnel, des budgets et de l'organisme de réglementation peut menacer la productivité et la durabilité des investissements publics, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (tranche inférieure). Des investissements auxquels un faible degré de priorité a été attribué ou qui sont inappropriés peuvent aussi entraver la mise en conformité des pays avec les prescriptions de l'OMC et des partenaires commerciaux bilatéraux. En même temps, une participation inadéquate ou non nécessaire des laboratoires publics dans la fourniture de services aux opérateurs commerciaux peut exclure les fournisseurs privés de services de laboratoires, ce qui accroîtra les coûts unitaires ou ralentira les services.

Guide pour l'évaluation des besoins en matière d'investissements dans des capacités de laboratoires afin d'améliorer la gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la préservation des végétaux et de la protection de la santé des animaux dans les pays en développement

Pour contribuer à améliorer l'efficacité et l'utilité des investissements dans des laboratoires et des activités de renforcement des capacités connexes, en collaboration avec l'ONUDI et de concert avec d'autres organismes internationaux et donateurs bilatéraux, la Banque mondiale a pris l'initiative d'élaborer certaines lignes directrices pour: 1) évaluer les besoins concernant ces projets; 2) élaborer une stratégie pour la modernisation des capacités; 3) déterminer et concevoir les interventions clés; puis 4) évaluer les résultats ultérieurs. Il est prévu que les lignes directrices définitives seront diffusées au début de 2008.

Comme les laboratoires agroalimentaires ont un rôle essentiel à jouer dans la prévention, le contrôle et l'atténuation des risques, le point de départ de cette initiative est l'analyse des risques, c'est-à-dire leur évaluation, gestion et divulgation. S'il est généralement possible de gérer le processus d'analyse des risques pour un seul danger, le domaine SPS a trait à une multitude de dangers, dont l'importance varie selon la région, le pays ou la sous-région. Par conséquent, les décisions en matière d'investissements dans des laboratoires agroalimentaires devraient reposer sur un examen simultané des nombreux dangers, en particulier au niveau national.

Il est à espérer que la présente initiative contribuera: a) à préciser et à classer par degré de priorité les objectifs publics, privés et mixtes complémentaires ou concurrents; b) à déterminer les meilleures pratiques dans le domaine de l'évaluation, de la gestion et de la divulgation des risques, telles qu'elles sont appliquées aux trois principaux domaines SPS; c) à offrir un nouveau cadre conceptuel pour utiliser l'analyse des risques multidangers conjointement avec une analyse financière/économique afin d'orienter les décisions en matière d'investissements dans des laboratoires agroalimentaires; d) à proposer les meilleures pratiques dans les processus interorganismes et le dialogue entre les acteurs concernant la politique de gestion des risques; et e) à communiquer des renseignements utiles sur la façon d'axer davantage les services de laboratoires sur les consommateurs et de les rendre plus viables sur le plan financier.

Objectifs et buts de l'atelier

La Banque mondiale et l'ONUDI reconnaissent que l'élaboration d'un guide pratique exige de vastes consultations avec les acteurs de tout genre: directeurs des organismes de réglementation SPS, responsables de laboratoires des secteurs public et privé, experts techniques, groupes d'utilisateurs, agroentrepreneurs, ONG représentant les consommateurs, et donateurs. Si l'on peut tirer de nombreux enseignements des approches adoptées dans les pays émergents ou industrialisés et de leur expérience, les difficultés sont sans doute plus grandes pour les pays en développement, de sorte que les consultations seront axées sur les représentants des pays en développement. Un atelier consultatif est planifié pour les 15 et 16 novembre 2007, sous les auspices de l'OMC, à Genève.

Cet atelier poursuit deux buts principaux. Premièrement, puisque des spécialistes de laboratoires ont déjà été chargés par la Banque mondiale et l'ONUDI de fournir des renseignements techniques pour le projet de lignes directrices, l'atelier **offrira l'occasion de présenter leurs conclusions et rapports** (visant respectivement les laboratoires d'analyses chimiques, les laboratoires d'analyses microbiologiques, les laboratoires s'occupant de la préservation des végétaux et les laboratoires s'occupant de la protection de la santé des animaux), **ainsi que des projets de textes** des lignes directrices interprétatives destinées aux décideurs. Deuxièmement, l'atelier **sera une tribune ouverte pour des acteurs** aux points de vue divergents et d'horizons différents, qui pourront formuler des observations sur les exposés et échanger des vues, des enseignements et leur expérience à propos d'un large éventail de questions concernant les investissements et le renforcement des capacités en ce qui concerne les laboratoires liés au domaine SPS.

Questions

Les questions devant être examinées au cours de l'atelier sont les suivantes:

- Quelle est la mission d'un système de laboratoires agroalimentaires, et comment varie-t-elle selon le contexte?
- Quelles sont les fonctions primordiales que les laboratoires agroalimentaires doivent assumer pour s'occuper des questions sanitaires et phytosanitaires ainsi que de sujets plus vastes comme la protection de l'environnement ou des travailleurs?
- Quels sont les services de laboratoires fondamentaux qui doivent être offerts dans tout pays, quelle que soit la taille de l'économie, de la population ou du territoire?
- Comment l'ampleur des fonctions et services disponibles au plan national varie-t-elle au fur et à mesure de la croissance du secteur agroalimentaire et de l'économie?
- Quels fonctions et services primordiaux sont intrinsèquement publics? Lesquels sont de nature largement commerciale? Et lesquels représentent des produits mixtes qui pourraient être fournis par le secteur public ou par le secteur privé?
- Comment gérer au mieux des réalités telles que les mandats qui se chevauchent, les conflits entre les réglementations ou la rivalité entre les organismes gouvernementaux?
- Quel est le rôle optimal des fournisseurs de services de laboratoires privés en matière d'évaluation de la conformité dans le domaine SPS? Quelle devrait être leur interaction avec les fournisseurs financés par des fonds publics? Comment peut-on renforcer la collaboration plutôt que la concurrence?
- Quels sont les principaux facteurs techniques, administratifs, économiques, financiers et commerciaux à prendre en compte pour évaluer les besoins en matière d'investissements dans des laboratoires?
- Comment peut-on traiter des buts ou objectifs publics et privés qui sont concurrents?
- Quel cadre conceptuel et quelles procédures concernant l'analyse de la rentabilité peuvent tempérer la rigueur des décisions en matière d'investissements dans des laboratoires?
- Quelle est la relation entre les investissements dans le matériel (structure physique, équipements, etc.), le personnel (professionnels en matière de gestion et de techniques et techniciens) et l'"organisationnel" (organisation et gouvernance)?
- Quelles sont les possibilités autres que les investissements dans des capacités de laboratoires nationales dans le secteur public?
- Dans quelles circonstances et dans quels domaines des approches et ressources régionales peuvent-elles compléter les approches et capacités nationales? Quels sont les exemples de bonnes pratiques lorsqu'il s'agit d'obtenir des synergies régionales?
- En quoi l'accréditation internationale est-elle importante et dans quelles circonstances est-elle essentielle?
- Quelles leçons ont été tirées en ce qui concerne la viabilité des projets d'investissements dans des laboratoires?

**Programme de l'atelier consultatif:
Investissement dans des laboratoires s'occupant de la sécurité
sanitaire des produits alimentaires et de la protection
zoosanitaire et phytosanitaire**

15 novembre 2007

10 heures Session d'ouverture: Allocution de bienvenue par M. Michael Roberts, secrétariat du Comité SPS, OMC, Genève

10h.05 Session 1: Introduction

Groupe des orateurs:

M. John Lamb, de la Banque mondiale (Washington, D.C.), traitera de la difficulté grandissante qu'il y a à s'occuper des normes agroalimentaires, tant publiques que privées, afin d'améliorer la productivité et la compétitivité tout en protégeant la santé des personnes et des animaux et en préservant les végétaux.

M. Kees Van Der Meer, de la Banque mondiale (Washington, D.C.), interviendra au sujet de la responsabilité, du rôle et des fonctions des systèmes de laboratoires agricoles et alimentaires nationaux pour ce qui est de promouvoir la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la protection zoosanitaire et phytosanitaire.

M. Stanley Heri, Président pour l'Afrique du Programme d'amélioration des pesticides financé par l'UE mis en œuvre par le COLEACP et ancien Directeur exécutif du Conseil de promotion de l'horticulture de Harare (Zimbabwe), parlera de l'expérience acquise dans le cadre du Programme d'amélioration des pesticides appuyé par l'UE pour ce qui est de la réponse aux besoins en matière de services de laboratoires agricoles.

M. Steffen Kaeser, de l'ONUDI (Vienne), prendra la parole au sujet des enseignements tirés à ce jour par les organismes donateurs œuvrant à renforcer les capacités commerciales dans le domaine des normes agroalimentaires, en particulier pour les questions SPS.

Questions et réponses (questions écrites)

11h.15 Session 2: Laboratoires chimiques et microbiologiques

Présentation des principales questions, conclusions et recommandations par le consultant en chef de l'ONUDI

Observations des présentateurs:

M. Nirmala Pieris, Chef des services généraux de l'Institut de technologie industrielle de Colombo (Sri Lanka) et Vice-Président de WAITRO, traitera de l'expérience tirée de l'établissement et de la gestion d'un laboratoire public offrant un éventail complet de services.

M. Steve Homer, Directeur chargé de la responsabilité des entreprises de groupe de Flamingo Holdings (Royaume-Uni), présentera la situation par rapport aux clients du secteur privé pour les services de laboratoires visant les cultures d'exportation de grande valeur.

M. Marcelo Alvarez, de l'Administration nationale de l'innocuité et de la qualité des aliments (SENASA) de Buenos Aires, évoquera un exemple de collaboration entre le secteur public et le secteur privé pour s'attaquer au problème des nouvelles normes de l'UE concernant l'aflatoxine de l'arachide.

Questions et réponses (microphone actif)

13 heures à 14h.30: Déjeuner

14h.30 à 15 heures Session 3 (sans traduction): LABNET, un portail pour la gestion des connaissances à l'intention des professionnels de laboratoires

Exposé de M. Steffen Kaeser et de coopérateurs

15 heures Session 4: Laboratoires s'occupant de la préservation des végétaux ou de la santé des animaux

Présentation des principales questions, conclusions et recommandations par Mme Maria Beug-Deeb

Observations des présentateurs:

M. Alain Dehove, Coordonnateur du Fonds mondial santé et bien-être des animaux de l'OIE, (Paris) traitera principalement de la pertinence des conclusions pour le problème du virus HPAI.

M. Henry Wainwright, de Real IPM (Kenya), s'exprimera au sujet de la pertinence des conclusions pour les problèmes de protection des végétaux rencontrés en Afrique subsaharienne.

Questions et réponses (microphone actif)

16h.15 Session 5: Expérience acquise sur le terrain en ce qui concerne la modernisation des systèmes de laboratoires nationaux

Exposés concernant les pays suivants:

Lituanie (modernisation et consolidation du système de laboratoires vétérinaires et alimentaires), sujet traité par M. Vidmantas Paulauskas, Directeur adjoint du Service public de l'alimentation et des questions vétérinaires, Laboratoire vétérinaire national (Vilnius).

El Salvador (important soutien initial de la part des donateurs, suivi d'un repositionnement aux fins de la viabilité financière), sujet traité par Mme Flor De Maria Sosa de Mendoza, Directrice des services de la qualité, Fondation salvadorienne pour le développement économique et social (FUSADES) (San Salvador).

Afrique du Sud: M. Mike Peet, Directeur général de l'Organisme d'accréditation national (SANAS), fera un exposé sur le rôle de la certification et de l'accréditation dans l'évaluation de la conformité des produits agroalimentaires.

17h.15 à 18 heures Session 6: Conclusions à l'issue du premier jour

Discussion de groupe dirigée par M. Steve Homer, Directeur chargé de la responsabilité des entreprises de groupe de Flamingo Holdings (Royaume-Uni) conjointement avec:

Mme Sharonmae Shirley, Présidente de l'Association des laboratoires de la Jamaïque

Mme Faustine Masaga, Responsable de la normalisation, Bureau national des normes (Tanzanie)
M. Saswati Bardhan Bose, fonctionnaire chargé de la recherche, Institut national de commercialisation des produits agricoles (Inde)
M. Nerie Sanz, Directeur général de l'Autorité chargée de la protection zoosanitaire et phytosanitaire du Belize

18h.15-19h.30 Réception

16 novembre 2007

10 heures Session 7: Questions transversales I – sessions parallèles

Session 7a – Secteur public ou secteur privé

Remarques introductives de l'animateur du groupe, M. S.P. Vasireddi, Président et Directeur général de Vimta Labs Ltd (Hyderabad) (Inde)

Thèmes prévus:

- ☞ Protection des biens publics par rapport à la fourniture de services au client
- ☞ Avantages et désavantages comparatifs
- ☞ Obtenir des incitations pour assurer une concurrence équitable et la croissance du marché

Session 7b – Considérations stratégiques

Remarques introductives de l'animateur du groupe, M. Pablo Lopez Salcedo, Directeur chargé du domaine agroalimentaire d'APPLUS & LGI (Espagne), concernant le rôle que les laboratoires étrangers peuvent jouer pour promouvoir les systèmes agroalimentaires des pays en développement

Thèmes prévus:

- ☞ Traitement des questions d'échelle
- ☞ Rivalité entre les organismes et coopération à l'intérieur d'un pays
- ☞ Coopération régionale/partage de ressources

11 heures à 11h.30 Rapports et débat concernant les sessions parallèles 7a et 7b

11h.30 Session 8: Questions transversales II – sessions parallèles

Session 8a – Considérations financières

Remarques introductives de l'animateur du groupe, M. S.P. Vasireddi, Président et Directeur général de Vimta Labs Ltd (Hyderabad)

Thèmes prévus:

- ☞ Options pour le financement des investissements
- ☞ Recouvrement des coûts et fixation des prix
- ☞ Analyse des avantages-coûts et analyse de rentabilité des investissements dans des laboratoires

Session 8b – Renforcement des capacités

Remarques introductives des animateurs du groupe, Mme Maya Pineiro, fonctionnaire principal, Groupe du contrôle des aliments et de la protection du consommateur de la FAO et Mme Mary Kenny, fonctionnaire de la FAO

Thèmes prévus:

- ☞ Assurer un fonctionnement axé sur le marché et tiré par les consommateurs
- ☞ Amélioration de la qualité (principes relatifs aux bonnes pratiques de laboratoire, accréditation des laboratoires)
- ☞ Meilleures pratiques en matière d'assistance technique et de formation

12h.30 à 13 heures Rapports et débat concernant les sessions parallèles 8a et 8b

13 heures à 15 heures Déjeuner

15 heures à 16 heures Session 9: Progression vers une synthèse

Un représentant de la CIPV décrira le rôle joué par les laboratoires pour promouvoir l'Accord SPS.

Un représentant de l'OMS s'exprimera sur une meilleure gestion des nouvelles maladies, en particulier les zoonoses.

M. John Lamb, de la Banque mondiale, parlera d'autres besoins en matière de développement qui ne sont pas satisfaits et qui ont trait à l'assurance de la conformité.

Mme Isabelle Rollier, Administrateur pour les relations Multilatérales (SPS) de la Direction générale "Santé et protection des consommateurs" (Commission européenne), prendra la parole au sujet de la voie à suivre pour les donateurs.

16 heures à 16h.30 Session 10: Étapes suivantes

Pour la Banque mondiale, évaluation des laboratoires agroalimentaires par M. Kees Van Der Meer

Pour l'ONUDI, renforcement des capacités des laboratoires agroalimentaires, sujet traité par M. Steffen Kaeser

16h.30 Débat libre

17h.15 Clôture par M. Michael Roberts (OMC)

Pour des renseignements additionnels, prière de prendre contact avec:

John Lamb (jlamb@worldbank.org)

Xin Qin (xqin@worldbank.org)
